

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 238/05

AMR 34/038/2005 – ÉFAI

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

### GUATÉMALA

**Bianka Peccerelli Monterroso (f)**

**Omar Girón de León (h), anthropologue médico-légal et membre de la *Fundación de Antropología Forense de Guatemala* (FAFG, Fondation guatémaltèque d'anthropologie médico-légale)**

**Fredy Peccerelli (h), président de la FAFG, frère de Bianka Peccerelli Monterroso**

**Jeannette Peccerelli (f), ex-femme de Fredy Peccerelli, 34 ans  
ainsi que d'autres membres de la famille Peccerelli  
et les membres de la FAFG**

---

Londres, le 14 septembre 2005

Bianka Peccerelli Monterroso, sœur du défenseur des droits humains Fredy Peccerelli, a reçu une lettre de menaces de mort. Amnesty International craint que Bianka Peccerelli Monterroso et les membres de la *Fundación de Antropología Forense de Guatemala* (FAFG, Fondation guatémaltèque d'anthropologie médico-légale), présidée par Fredy Peccerelli, ne soient gravement menacés, de même que d'autres membres de la famille Peccerelli.

Le 8 septembre, Bianka Peccerelli Monterroso a découvert une lettre de menaces de mort glissée sous la porte de son garage, à Guatemala. Le message était adressé à son époux, Omar Girón de León, anthropologue médico-légal à la FAFG, et disait : « *Vous n'avez pas compris la première fois, on vous a déjà dit qu'on ne voulait pas vous voir travailler, si vous ne comprenez pas la méthode douce maintenant vous allez payer. M. Peccerelli, ta sœur va payer [...] On a un œil sur elle à l'université [où elle travaille], fais attention, fils de pute, tu as eu de la chance que ta famille soit loin, mais quelqu'un doit payer [...] Tu viens toujours sur le terrain [le site où sont dissimulées des fosses communes], Omar Girón sur le terrain, on t'a déjà dit qu'on allait te tuer. M. Peccerelli, choisis ton linceul parce que ton heure a sonné.* »

Le 26 août, l'ex-épouse de Fredy Peccerelli, Jeannette Peccerelli, a été menacée par un inconnu alors qu'elle quittait son travail, à Guatemala, pour rentrer chez elle en voiture. L'homme, qui la suivait depuis un petit moment dans un véhicule, a braqué un pistolet sur sa tête et lui a dit : « *On garde un œil sur Fredy Peccerelli* ». Ces menaces, de même que la lettre reçue par Bianka Peccerelli Monterroso, ont été signalées au parquet et au médiateur chargé des droits humains.

Fredy Peccerelli ainsi que d'autres membres de la FAFG ont fait l'objet de nombreuses menaces de mort liées aux travaux qu'ils mènent pour exhumer des charniers les corps de personnes exécutées par les forces militaires guatémaltèques et leurs auxiliaires civils, au début des années 1980 (voir, par exemple, l'AU 68/02, AMR 34/014/02 du 5 mars 2002 et sa mise à jour, AMR 34/025/02 du 13 mars 2002, ainsi que l'AU 127/03, AMR 34/028/2003 du 8 mai 2003). Le 13 juin 2003, Omar Girón de León a reçu chez lui une lettre de menaces de mort qui lui était adressée. De son côté, Bianka Peccerelli Monterroso aurait fait l'objet de harcèlement et de manœuvres d'intimidation à plusieurs reprises. Les autorités n'ont pas mené d'enquêtes dignes de ce nom sur ces menaces.

En 2002, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a demandé que Bianka Peccerelli Monterroso, Omar Girón de León, Fredy Peccerelli et d'autres membres de la FAFG fassent l'objet de mesures de protection à titre de précaution. Toutefois, Amnesty International craint que ce niveau de protection ne soit pas suffisant, notamment à la lumière des récentes menaces dirigées contre ces personnes. Si Fredy Peccerelli bénéficie d'une protection policière vingt-quatre heures sur vingt-quatre, Bianka Peccerelli Monterroso, Omar Girón de León et Jeannette Peccerelli ne sont protégés qu'à leurs domiciles. Lorsqu'ils quittent leurs maisons, ils ne reçoivent aucune protection. Le ministère de l'Intérieur n'a pas répondu aux demandes répétées de la FAFG d'augmenter la présence policière dans ses bureaux à Guatemala. À la suite des dernières menaces, la FAFG a, de nouveau, demandé une meilleure protection pour ses bureaux et les personnes visées par les menaces. Jusqu'à présent, le niveau de

protection n'a pas été augmenté. Il est particulièrement important que les membres de la FAFG bénéficient non seulement d'une présence policière accrue dans leurs bureaux mais aussi qu'ils soient accompagnés lors de leurs travaux d'exhumation sur le terrain, dans la mesure où ces situations sont particulièrement dangereuses.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

– dites-vous gravement préoccupé par la sécurité de Bianka Peccerelli Monterroso, Jeannette Peccerelli, Fredy Peccerelli et Omar Girón de León ;

– demandez l'ouverture immédiate d'une enquête approfondie sur ces menaces et priez les autorités d'en rendre les résultats publics et de traduire en justice les responsables présumés ;

– appelez les autorités à prendre des mesures sur-le-champ afin d'offrir toute la protection nécessaire aux personnes nommées ci-dessus ainsi qu'aux bureaux de la FAFG, conformément à la demande, formulée en 2002, de la Commission interaméricaine des droits de l'homme ;

– demandez aux autorités d'expliquer les raisons pour lesquelles elles n'ont pas mené d'enquêtes dignes de ce nom sur les précédentes menaces adressées aux membres de la FAFG ;

– rappelez aux autorités le droit des défenseurs des droits humains de mener leurs activités sans restrictions ni craintes de représailles, tel qu'il est proclamé dans la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

**APPELS À :**

**Procureur général :**

Fiscal General de la República y jefe del Ministerio Público  
Juan Luis Florido  
8a. Avenida 10-67, Zona 1  
Antiguo Edificio del Banco de los Trabajadores  
Ciudad de Guatemala, Guatemala  
**Fax :** + 502 2251 2218

**Formule d'appel :** *Estimado Fiscal General,* / Monsieur le Procureur général,

**Ministre de l'Intérieur :**

Ministro de Gobernación  
Carlos Vielman  
6a. Avenida 4-64, Zona 4, nivel 3  
Ciudad de Guatemala  
Guatemala  
**Fax :** +502 2362 0237

**Courriers électroniques :** [ministro@mingob.gob.gt](mailto:ministro@mingob.gob.gt)

**Formule d'appel :** *Señor Ministro,* / Monsieur le Ministre,

**COPIES À :**

**Organisation de défense des droits humains :**

Fundación de Antropología Forense de Guatemala (FAFG)  
Avenida Simón Cañas 10-64, Zona 2  
01002 Ciudad de Guatemala, Guatemala  
**Fax :** +502 2254 0882 / 2288 7297 / 2288 7302 (si un correspondant vous répond, demandez la ligne de fax : " *por favor, tono de fax* ")

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.**

**APRÈS LE 26 OCTOBRE 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*